

Bulletin Communiste

ORGANE DU COMMUNISME INTERNATIONAL

123, Rue Montmartre, Paris

HEBDOMADAIRE

Le Numéro : 75 centimes

! Proletaires de tous les pays, unissez-vous !



FROUNZÉ (1885-1925)

L'Actualité Politique et Sociale

CETTE guerre de Syrie n'est pas seulement scélérate comme toutes les guerres impérialistes : elle est particulièrement odieuse par la sottise exceptionnelle de ceux qui la mènent et la lâcheté de ceux qui la tolèrent.

Un organe officiel du chauvinisme français comme l'*Echo de Paris* a dénoncé les exactions du général représentant la civilisation européenne sur ce point de la côte d'Asie Mineure. Il est vrai que les partisans attirés du vol et du meurtre pratiqués sur une grande échelle, qui s'appellent « patriotes » par antiphrase, ne voient dans ce sauvage étoilé et galonné qu'un franc-maçon. Mais que nous importe, si les aveux sont là ?

Or, jamais guerre ne fut dénoncée avec tant de force par ceux qui font profession de les glorifier toutes. Jamais expédition lointaine n'apparut plus criminelle et plus insensée à la fois. Et c'est le Bloc des Gauches qui est la majorité parlementaire. Et la *Ligue des Droits de l'Homme* a plusieurs membres au gouvernement. Et les socialistes se flattent de jouer les éminences grises.

Est-ce que tout cela serait possible s'il existait en France un Parti Communiste ?

TROTSKY, invité en mars dernier par la bureaucratie du Parti Communiste français à désavouer — comment désavouer ce qui n'a pas été avoué ? — la *Révolution Proletarienne*, ne lui a pas fait l'honneur d'une réponse. Mais voici que, six mois plus tard, paraît dans l'*Humanité* une lettre de Trotsky adressée au Comité Central du Parti russe...

Pour donner à ce document tout son sens, il faut se rappeler qu'un membre du Bureau politique du Parti russe ne se livre à une manifestation extérieure qu'avec l'approbation préalable de ses collègues. La déclaration signée Trotsky a donc la valeur d'un document émané du Bureau politique lui-même, et son importance s'en trouve décuplée.

Que signifie ce document ?

On y lit d'abord un vif éloge de Monatte et de Rosmer. Par les temps qui courent, l'intérêt de ce préambule ne saurait être sérieusement contesté. Il donne une idée du crédit accordé à Moscou aux divagations des néo-léninistes.

Mais cette opinion élogieuse de nos camarades russes sur les fondateurs de la *Révolution Proletarienne* n'est pas nouvelle. Elle est d'une dizaine d'années déjà. Son expression renouvelée, aujourd'hui, doit avoir une signification précise : nous la trouvons dans la conclusion du document, où Monatte et Rosmer sont caté-

goriquement invités à rentrer dans le Parti ; (car la proposition de supprimer la revue et de s'adresser à l'Exécutif pour la révision de l'affaire ne peut avoir d'autre sens).

Quel soufflet pour ceux qui les ont exclus !

Mais entre l'éloge du début et l'invitation de la fin, il y a autre chose : la condamnation de la seule publication digne des noms de communiste, de prolétarienne, de révolutionnaire, qui ait paru en France depuis le V^e Congrès mondial et jusqu'à la résurrection du *Bulletin Communiste*.

Nous ne sommes pas d'accord avec Trotsky, avec nos autres camarades russes, sur ce point comme sur quelques autres.

Il ne s'agit pas de savoir si tout ce que font Monatte et Rosmer est bien fait, si tout ce qu'ils disent est bien dit. Nul d'entre nous n'est infallible, et Lénine n'y prétendait pas plus que Trotsky. La question est de savoir si, dans son ensemble, l'activité de la *Révolution Proletarienne* s'inspire de l'intérêt de la classe ouvrière et du communisme, et si ses résultats répondent à son inspiration.

Nous différons ici d'avec le « noyau » de la *R. P.* quant à la façon d'atteindre au salut du mouvement communiste dévoyé. Nous voulons reprendre notre place dans le Parti pour sauver celui-ci en y travaillant à l'intérieur. Si nous militons en dehors, c'est que nous n'avons pas d'autre alternative que d'agir ainsi ou de ne rien faire du tout. Nous n'avons pas vu, dans les tristes événements des deux dernières années, qui n'ajoutent rien à la gloire de l'Internationale, des raisons de rendre vie à l'ancien « syndicalisme ». Mais nous croirons, jusqu'à preuve du contraire, que ces désaccords sont passagers. Et tout l'essentiel, dans la *R. P.*, est conforme à l'intérêt de la révolution prolétarienne.

L'essentiel est de rendre la parole aux militants du Parti et des syndicats, de faire disparaître les coterie installées sur le dos de nos organisations, de briser le retour offensif de la mentalité social-démocrate et de la démagogie aventurière, de rendre vie à la critique marxiste et à l'auto-critique prolétarienne, d'établir un régime de *démocratie ouvrière* dans les organisations révolutionnaires, de préparer la création d'un vrai Parti Communiste.

Les opinions particulières de Monatte ou de Louzon sur certaines questions ne sont pas d'hier. Elles étaient connues quand nos camarades se trouvaient dans le Parti, estimés et honorés de tous. Elles ne sont pas plus aujourd'hui que naguère des sujets d'alarme. Les dangers réels apparaissent du côté du Parti tel qu'on l'a fait depuis la « bolchévisation » : les

déviations et les corruptions de toutes sortes qui s'y donnent carrière risquent de discréditer pour longtemps l'idée communiste et la notion du parti révolutionnaire. C'est en les combattant qu'on sert vraiment la révolution.

Il faut en finir avec le procédé de parler du « Parti » comme d'une abstraction sacrée. Le Parti que veulent les marxistes révolutionnaires n'est pas n'importe quel parti. C'est une formation d'affinité, ayant un contenu de classe, un programme conforme à l'intérêt général du prolétariat, une tactique répondant à son programme, des méthodes et des règles garantissant sa vie normale. Mais le parti qui viole ses propres statuts, qui piétine ses résolutions, qui fait fi de son programme, qui sacrifie les intérêts de la classe ouvrière à de misérables intérêts de clique, qui ment aux travailleurs et qui se ment à lui-même, — qu'a-t-il de commun, ce parti-là, avec un parti communiste ?

Il faut trouver autre chose que l'affirmation sans preuves selon laquelle on ne peut être communiste hors du Parti. D'abord, parce que si le Parti n'est pas communiste, on n'a pas grand-peine à être plus communiste que lui. Ensuite, parce que, même quand le Parti est communiste, il est possible d'être communiste à côté, comme en témoigne l'illustre exemple de Trotsky en personne, lequel a su être un communiste de premier ordre hors du parti bolchevik. Enfin, parce qu'il importe de distinguer entre l'abandon volontaire du Parti et l'exclusion injustifiée, arbitraire, motivée seulement par des intérêts particuliers, avoués ou inavouables.

Il faut aussi renoncer à user contre nous du sophisme en vertu duquel on attaque « le Parti » quand on constate que Pierre est un social-démocrate, Paul un faussaire, et Jacques un provocateur, — surtout quand ni Pierre, ni Paul, ni Jacques n'ont été élus par ceux qu'ils prétendent représenter. M. Poincaré affirmait qu'on attaquait « la France » quand on le traitait d'assassin. De même, hier encore, ou plutôt avant-hier, on était censé « attaquer le Parti communiste allemand » quand on refusait d'admirer Ruth Fischer. Maintenant, « la France », c'est Painlevé, et « le Parti allemand », c'est Thaelman ? Ce ne sont pas là des arguments, mais des arguties.

Des arguments, il y en a dans la réponse du « noyau » de la *R. P.* à Trotsky, publiée plus loin. Nous n'avons pas besoin de les approuver tous pour les trouver supérieurs aux thèses du néo-léninisme à la mode de 1925. Quant au *Bulletin Communiste*, il a précisé sa position vis-à-vis du « syndicalisme-communiste » ; nous n'avons rien d'important, pour l'heure, à y ajouter.

Il appartient à l'Internationale de rendre superflue l'existence de publications à côté du Parti en rétablissant l'ordre dans sa section française.

Frounzé

Notre camarade Frounzé, Commissaire du Peuple russe à la Guerre, est mort le 31 octobre, après une brusque et courte maladie.

C'était un bolchevik des premières années du bolchevisme. Pendant la guerre civile, il trouva à déployer ses qualités de soldat et devint un des principaux généraux de la Révolution. Il fut commandant en chef du front Sud, dirigea les opérations qui nettoyèrent l'Ukraine des généraux blancs et des bandes vertes, des atamans et des brigands, des nationalistes et des anarchistes.

Frounzé n'était pas de ceux qui ont contribué à l'approfondissement ou à l'enrichissement de notre doctrine, influé sur l'orientation et le développement du Parti, apporté quelque chose d'original à la Révolution. Mais il faut saluer en lui un représentant typique de cette cohorte de militants dévoués à leur cause jusqu'au dernier sacrifice, obéissant aveuglément aux ordres du Parti, toujours prêts à donner leur vie pour le salut de la révolution. De tels hommes jouent dans la lutte un rôle sinon brillant, du moins essentiel. Leurs noms sont vite oubliés, mais leur œuvre est durable. On pourrait, paraphrasant un mot actuel, les appeler les « bolcheviks moyens ».

En 1924-1925, lors de la campagne menée contre Trotsky, le jeu de savantes et officieuses combinaisons fit de Frounzé le Commissaire à la Guerre.

L'Armée rouge, dans la formation de laquelle Lénine prit une grande part, encore mal connue, fut organisée de main de maître par Trotsky, admirablement secondé par le regretté Skliansky, mort tout récemment aux États-Unis. En 1925, quand Frounzé en prit le poste supérieur, ce n'était plus qu'une sorte de gérance de ministère. Les quelques mois qu'il y passa ne lui permirent pas d'y acquérir de nouveaux titres à la reconnaissance du prolétariat.

Devant la tombe d'un camarade, il est permis d'évoquer des souvenirs personnels. J'ai connu Frounzé en 1921 et il s'établit entre nous dans la suite une véritable sympathie. C'est à Kiev que nous fîmes plus intimement connaissance. Je le vois encore dans le wagon de Racovsky, absorbé dans une partie d'échecs avec Zatonsky, tandis que Demian-Biedny débitait des anecdotes et que le « dictateur » cordial d'Ukraine dépouillait une liasse de journaux français. Je le vois encore sur les routes poudreuses de la Petite-Russie, dans l'auto qui nous emportait à travers une région infestée la veille encore de bandes et de détachements d'irréguliers. Je le vois à Kharkov, à Moscou, à Pétrograd... Et je me souviens de nos conversations, où rien ne présageait les orages imminents...

En 1924, par une ironie du sort, c'est lui qui représenta le Parti russe à la « Commission Souvarine » du 5^e Congrès. Il avait l'ordre de proposer l'exclusion. Il la proposa. Il ignorait tout de la question et, ne connaissant pas de langues étrangères (à peine quelques mots de français), ne put suivre les discussions. Mais encore une fois, il avait un ordre. Cela suffit à un soldat. Et je me souviens alors de Frounzé plonge dans sa partie d'échecs... Lui aussi, en politique, ne fut qu'une pièce sur un échiquier. — B. S.

Il est dit que dans les circonstances les plus imprévues, les plus diverses, les moins opportunes, voire les plus pénibles, les tristes « léninistes » de 1925 doivent saisir l'occasion de s'avérer une fois encore odieux et ridicules, faute de pouvoir être plaisants.

Et que même un deuil communiste donne à leur malhonnêteté foncière, pour ainsi dire organique, prétexte à s'exercer.

C'est ainsi que l'*Humanité* du 1^{er} novembre s'est oubliée jusqu'à imprimer le portrait de Staline comme étant celui de Frounzé.

Les néo-léninistes de 1925 sont étrangers au communisme, au Parti, à l'Internationale ; ils ignorent Staline et ne savent pas qui était Frounzé ; tout cela est mille fois entendu. Mais du simple point de vue de la conscience professionnelle, les gens qui font l'*Humanité* sont tenus d'appeler choses et gens par leur nom, quelque mépris qu'ils aient de leurs lecteurs.

Le huitième anniversaire de la Révolution d'Octobre

Pour la huitième fois, nous commémorons la prise du pouvoir par le prolétariat russe et la plus audacieuse tentative jamais faite d'instaurer une société nouvelle.

Depuis plusieurs années il nous est donné de célébrer ce grand événement sans les appréhensions cachées des premiers anniversaires. La sécurité de la République des Soviets n'est plus à la merci d'une intervention étrangère, d'une coalition ou d'un soulèvement. La stabilité du régime est hors de question.

Combien étions-nous, en 1917, pour prendre le parti des hommes d'Octobre mis au ban de l'humanité « civilisée » et promis à la potence ? Quel chemin parcouru jusqu'à la formation des nuées de parasites qui ont découvert les beautés du bolchevisme après sa victoire indiscutable...

Mais la Révolution est-elle désormais à l'abri de tout danger ? Est-elle assurée d'une progression régulière et normale parce que sa sécurité militaire est garantie ? La marche au socialisme sera-t-elle irrésistible ?

Il serait insensé de le prétendre.

Les dangers ont changé de forme, mais ils sont toujours là. Dans l'univers capitaliste, tout conspire contre l'embryon de communisme qui veut croître et se développer. La vigilance et la solidarité des communistes de tous les pays sont plus nécessaires que jamais. Seulement, leur activité doit être d'une autre sorte.

*
**

Les premières années de la Révolution russe ont été pour nous principalement d'apologétique. Il fallait aller au plus pressé, réfuter les accusations monstrueuses dirigées contre les bolcheviks par la bourgeoisie et la social-démocratie internationales, glorifier les pionniers qui s'engageaient dans l'extraordinaire expérience, — afin de rendre consciente et active la solidarité des prolétaires. Il fallait faire en sorte que la Révolution apparût *comme un bloc* dont on ne pouvait rien distraire, selon le mot fameux de Clemenceau appliqué à la Révolution française. Il fallait donner à la classe ouvrière de tous les pays la conviction que la révolution de l'Europe orientale était le commencement de sa propre révolution.

Cette tâche a été heureusement remplie. Ce

fut l'œuvre des quelques poignées de communistes de la première heure qui menèrent le combat dans les vieux partis socialistes ou à côté et qui, en 1919, formèrent la III^e Internationale. Si la majorité des travailleurs n'a pas été gagnée au communisme, du moins fut-elle éveillée au sentiment de conservation nécessaire au salut de la révolution attaquée de toutes parts. Lénine n'a cessé de rappeler à ses camarades qui, dans leur « vantardise communiste » (Lénine *dirit*), l'oubliaient, que la forteresse bolchevique n'aurait pas tenu si les assaillants n'avaient été paralysés dans leurs arrières par notre action internationale persévérante.

Aujourd'hui encore, le prolétariat mondial, malgré scissions et divisions, malgré le déclin des partis communistes, demeure un fort rempart de la République soviétique. La propagande et l'agitation des huit années écoulées ont laissé des traces ineffaçables. Et si l'hypocrisie est un hommage rendu par le vice à la vertu, le pacifisme démocratique de la bourgeoisie est un hommage rendu à la volonté de paix du prolétariat, comme à sa sympathie pour la première république ouvrière et payenne.

*
**

Les combats ont cessé aux frontières et sur les fronts de l'intérieur. Mais une autre guerre est engagée maintenant : celle de l'économie capitaliste contre l'économie socialiste.

Pour vaincre dans la guerre civile et dans la guerre étrangère, il a fallu détruire et tuer, supporter privations et souffrances, faire preuve d'abnégation et d'héroïsme. Pour l'emporter, dans l'âpre rivalisation actuelle entre les éléments socialistes de l'économie soviétique et les facteurs capitalistes grandissants, il faudra de l'intelligence, de l'étude, de la culture, de la technique, du travail, de l'organisation, par conséquent un fort esprit critique, — et aussi une solide *morale* protectrice contre l'enveloppement de la corruption bourgeoise.

C'est maintenant seulement que commence, sur un sixième du globe, la « lutte finale » entre le communisme et le capitalisme, — sur le terrain décisif de l'économie. Les victoires politiques et militaires ont armé le prolétariat pour la guerre nouvelle : l'État, les bran-

ches maîtresses de la production, les grandes artères de l'échange sont aux mains des exploités d'hier. Il s'agit, dans le travail pacifique quotidien, de garder les avantages conquis par la violence, et de les étendre encore. Le capitalisme a pour lui toute la structure économique de l'extérieur et, à l'intérieur, quelques positions importantes : l'essentiel de la production agricole, une bonne partie du commerce, la petite production industrielle et artisanale, sans compter la supériorité d'un personnel expérimenté et l'héritage des habitudes.

Serons-nous de taille à vaincre, dans cette guerre-là ? Cela dépendra de nous. Si les communistes savent profiter (des enseignements de l'histoire et des leçons de leurs maîtres, c'est-à-dire s'ils appliquent aux problèmes à résoudre la méthode éprouvée du marxisme ; s'ils font de leur parti le parti de la classe ouvrière, puisant toujours dans celle-ci des forces nouvelles ; s'ils favorisent l'initiative des masses et l'activité des individus ; s'ils mettent en œuvre les inépuisables ressources d'intelligence et d'énergie des millions de travailleurs qui ont la mission historique de créer le monde nouveau, — la victoire définitive ne fait pas de doute pour ceux qui mettent tous leurs espoirs dans le prolétariat.

Mais si, au lieu de marxisme, les communistes se laissent aller à l'usage exclusif de formules ; si leur parti devenait le parti d'une caste bureaucratique et d'une minorité ouvrière privilégiée ; si la critique était considérée comme un danger et la démocratie ouvrière un fléau ; si le culte des chefs et l'optimisme de commande remplaçaient l'esprit de libre examen, — c'en serait bientôt fait des conquêtes d'Octobre.

Cela ne sera pas, cela ne peut pas être puisqu'il existe déjà dans plusieurs grands pays, comme en Russie même, des groupes de communistes qui voient le péril et le signalent pendant qu'il en est temps encore.

*
**

Les dirigeants du Parti communiste russe successeurs de Lénine, rompant avec la politique de leur chef, ont commis l'erreur d'adopter une attitude *à priori* hostile à l'égard de cette avant-garde révolutionnaire internationale qui a pris l'initiative et la responsabilité difficiles d'aller contre le dangereux courant d'un optimisme endormeur. Sera-ce une erreur tenace ? Nous verrons bien. Quoi qu'il en soit, elle ne nous empêchera pas de faire tout notre devoir. Et ce ne sont pas les fonctionnaires préposés à nous outrager qui nous feront reculer.

La Révolution russe n'a pas besoin d'admi-

rateurs béats ni de laudateurs, mais de critiques fraternels virils et de collaborateurs. Tous les communistes peuvent et doivent contribuer à l'édification de la société nouvelle. Et les révolutionnaires sérieux élimineront de leurs rangs cette nouvelle espèce d'ennemis de la révolution : les professionnels de l'apologie officielle.

Il n'est pas actuellement de menchevik ou d'anarchiste, de cadet ou de socialiste-révolutionnaire, qui soit aussi dangereux pour la République soviétique qu'un flagorneur. Les dirigeants du Parti communiste russe ne sont pas des saints. Il leur arrive de se tromper et c'est servir la révolution que de le leur dire. Les flatteurs qui les encouragent dans l'erreur et les lâches qui laissent faire sont les plus méprisables des contre-révolutionnaires. En cet anniversaire de la révolution d'Octobre, les communistes de 1917 qui ne sont pas fatigués doivent se préparer à faire subir aux ralliés de la dernière minute, à faux nez léniniste, le sort qu'ils méritent.

Boris Souvarine.

Entre camarades

Cela ne va pas trop mal.

Nos deux premiers numéros ont été fort bien accueillis. Les abonnements commencent à venir. Nous ne saurons qu'après le n° 3 les résultats de la vente dans les kiosques.

Mais, tout de suite, une observation :

C'est au départ du *Bulletin* que nous avons surtout besoin d'être aidés. C'est maintenant que nous avons le plus besoin de fonds. L'argent recueilli par la poignée des initiateurs suffit tout juste au paiement du loyer et des deux premiers numéros. Il s'agit donc de faire rentrer en hâte les 500 premiers abonnements pour assurer l'existence du *Bulletin*.

Qu'on fasse vite. Et surtout, un grand effort pour les *abonnements d'un an*, qui épargnent les renouvellements trop fréquents.

*
**

Nos lecteurs au numéro peuvent nous aider en obtenant de leur marchand de journaux qu'il affiche le *Bulletin* chaque semaine en bonne place.

Nous renouvelons notre appel aux camarades de bonne volonté pour qu'ils se chargent d'écouler *chaque semaine* un certain nombre de *Bulletins*. Cette méthode de soutien est très efficace.

*
**

Il y avait longtemps que le rédacteur du *Bulletin* n'avait pas été accusé d'avoir volé les tours de Notre-Dame. Cela ne pouvait durer.

Il s'agit maintenant du titre du *Bulletin*. Ce titre avait été déposé en 1920, par le rédacteur présent du *Bulletin*. A cette époque, tous les dirigeants actuels du Parti étaient des contre-révolutionnaires avérés. Ils n'ont changé, depuis, que de masque.

Le *Bulletin* les gênait, avec son passé révolutionnaire. Ils l'ont tué sous eux...

Mais le fondateur du *Bulletin* qui, lui, n'a changé en rien, a repris son titre que les malheureux avaient laissé tomber. Et les autres de pleurnicher...

Permanence du BULLETIN COMMUNISTE
123, rue Montmartre, Paris.
Tous les jours, de 17 à 20 heures.

Souvenirs sur Octobre

Le 7 novembre 1920 se tint à Moscou une « réunion des participants de la révolution d'Octobre à Pétersbourg ». Le sténogramme en fut publié en octobre 1922, à l'occasion de l'anniversaire de la Révolution, dans la revue officielle de la « Commission d'histoire de la Révolution d'Octobre et du Parti communiste russe », la Révolution prolétarienne, n° 10.

Le but de cette réunion était d'échanger, entre les principaux protagonistes de l'insurrection, des souvenirs sur les circonstances dans lesquelles se produisit le mémorable événement. Dans la période qui précéda Octobre, et dans celle qui suivit immédiatement, on ne songeait pas à sténographier les discours et délibérations, à dresser des procès-verbaux, à laisser des matériaux pour l'histoire. C'est après le ralentissement de la guerre civile qu'on se mit à fixer les péripéties de l'action, l'évolution des tactiques, l'élaboration des idées, non seulement pour l'histoire mais surtout pour l'enseignement révolutionnaire. En particulier, les conditions du soulèvement d'Octobre étaient restées longtemps obscures et avaient besoin d'être éclairées. La réunion en question fut convoquée à cet effet.

Y assistèrent : Olminsky, Kobosev, Smirnov-Deiman, Bogolepov, Kozmine, Koslovsky, Losovsky, Sadovsky, Trotsky, Bantch-Brouïévitch, Trotskaïa, Podvoïsky, Losovskaïa, Elisarova (sœur de Lénine), Lejava, Krassikov, Demian-Bedny. Déjà, cette énumération est significative. Au cours de la réunion, Trotsky

L. D. TROTSKY. — Je commencerai mes souvenirs par la séance de la section des soldats.

(Je ne me rappelle pas au juste ce que c'était, le présidium de la section des soldats ou le Comité exécutif du soviet de Pétersbourg.)

Au cours de cette séance, on reçut la nouvelle que l'état-major de la Région militaire exigeait l'envoi au front de quelque chose comme le tiers des régiments de la garnison de Pétersbourg. C'était probablement une séance du Comité exécutif ; il y avait le socialiste-révolutionnaire de gauche, Verba, et, des nôtres, Mekhonochine, Sadovsky.

Aussitôt que la nouvelle fut communiquée, nous nous mîmes à délibérer à voix basse, en constatant qu'il s'agissait d'éloigner les régiments les plus révolutionnaires, les plus bolchevistes. Il importait donc de profiter au mieux de cette intention, car la question du soulèvement armé était alors déjà résolue. Nous déclarâmes que nous étions prêts à nous soumettre aux exigences de la guerre, mais qu'il fallait contrôler au préalable s'il n'y avait pas là-dessous une affaire à la Kornilov. On décida donc de déposer un projet de résolution en vue de créer un organisme spécial qui puisse contrôler au point de vue militaire, si telles étaient réellement les exigences du front, ou s'il s'agissait d'une combinaison d'ordre politique.

La section des soldats était l'organe politique de la garnison et n'était pas adaptée à cette tâche. Nous organisâmes donc, en vue dudit contrôle,

fut amené, à son tour de parole, à traiter quelques-unes des questions à élucider : nous reproduisons ici une partie de ces souvenirs.

Le lecteur consciencieux sera immédiatement frappé de ce fait : dans ces souvenirs évoqués en 1920, imprimés en 1922 dans une revue officielle du Parti, du vivant de Lénine, Trotsky dit exactement tout ce qu'il a dit en 1923 et en 1924. Mais alors qu'en 1920 et 1922, nul reproche ne lui fut jamais adressé, alors qu'au contraire ses paroles étaient considérées par tous comme l'expression de la vérité historique, il lui a suffi de les répéter textuellement en 1923 et en 1924 pour être couvert d'outrages inqualifiables.

Ce sont là des faits. Les textes sont là. Les preuves sont à la portée de tous. Nous indiquons nos références. Nous ne faisons qu'imprimer ce que la revue historique de l'Isipart de Moscou a imprimé avant nous. Et nous demandons simplement à nos détracteurs professionnels : Pourquoi ce qui était vérité en 1922 devient-il mensonge en 1923 ? Pourquoi a-t-on attendu la mort de Lénine pour contester ce que celui-ci n'aurait pas admis qu'on contestât de son vivant ? Pourquoi dénigrer le Cours Nouveau, le Lénine, les Leçons d'Octobre de Trotsky pour l'énoncé d'idées que nul n'osait mettre en discussion quand l'auteur les exprimait sous l'autorité de Lénine ?

A défaut de réponse de nos diffamateurs, nous sommes sûrs de celle des camarades réfléchis et honnêtes. Cela nous suffit.

une sorte de contre-état-major, institution purement militaire.

Là-dessus, les mencheviks nous interpellèrent sur le point de savoir si, avec notre organisme, nous ne rompons pas avec l'état-major de la Région militaire de Pétersbourg : nous répondîmes par la négative, et que nous y laissions notre représentant.

A cette séance était présent le socialiste-révolutionnaire de gauche Lazimir (mort plus tard sur le front méridional de la Russie), jeune camarade ayant travaillé dans l'intendance de l'ancienne armée. Il fut de ces socialistes-révolutionnaires de gauche qui nous suivirent d'emblée. A cette séance, il nous soutint et nous nous accrochâmes à lui. De cette façon, l'exigence de créer un Comité révolutionnaire de guerre avait l'air de venir non de notre part, mais de celle d'un socialiste-révolutionnaire de gauche. De vieux mencheviks plus experts dans les choses politiques se mirent à dire que tout cela n'était autre chose que l'organisation du soulèvement armé.

Il y avait parmi ces derniers un vieux menchevik très connu, ancien membre de leur Comité central, qui nous démasqua alors avec une méchanceté particulière. Bref, nous proposâmes à Lazimir d'ébaucher un projet de Comité révolutionnaire de guerre, ce qu'il accepta. Se doutait-il qu'il s'agissait d'un complot, ou bien ne faisait-il que refléter les sentiments révolutionnaires amorphes des socialistes-révolutionnaires de l'aile gauche ? Je ne sais, J'incline plutôt vers la

deuxième supposition. Quoi qu'il en fût, il se mit à ce travail pendant que les autres socialistes-révolutionnaires prirent une attitude d'attente et de suspicion, sans toutefois l'enlever dans sa tâche. Quand il eut présenté son projet, nous le corrigâmes en voulant autant que possible son caractère insurrectionnel. Le lendemain soir, le projet était soumis au soviet de Pétersbourg et fut adopté.

La question de la fondation d'un Comité révolutionnaire de guerre avait été soulevée par l'organisation militaire des bolcheviks. En septembre 1917, quand l'organisation militaire discuta l'organisation d'un soulèvement armé, elle arriva à la conclusion qu'il était indispensable de créer un organisme soviétique hors-parti pour diriger l'insurrection. Je fis part de cette décision au camarade Lénine. Le moment était pour nous particulièrement favorable. Dans l'appartement d'un des Rakhi, ou dans un appartement indiqué par le camarade Rakhi, il y eut une séance du Comité central, à laquelle assistait M. I. Kalinine. (J'ai sans doute dit à tort que le jour du soulèvement avait été fixé par le Comité central ; que le soulèvement aurait lieu, personne n'en doutait, mais la discussion de cette question au C. C. n'eut lieu qu'après la naissance du Comité révolutionnaire de guerre.) Nous discutâmes à cette séance la question et, nous basant sur des faits, en vîmes à la conclusion que si un fait aussi important que le déplacement de la garnison pouvait amener le conflit jusqu'à la révolution déclarée, c'était justement cette circonstance qui nous aiderait à établir un certain mode de révolution, car nous avions formé le plan de l'accomplir par simple voie de complot.

Cette idée s'imposait tout naturellement, d'autant plus que la majorité de la garnison nous était acquise, et qu'il fallait réaliser cet état d'esprit. A ce moment, nous avions un enchaînement purement militaire d'un grand conflit, sur la base duquel on pouvait engager l'intervention. Peut-être quelqu'un ici se rappelle quand fut prise la décision du C. C. à ce sujet ? Ce dut avoir lieu au début d'octobre, vers le dix, ou peut-être plus tôt ?

PODVOISKY. — Le neuf, ou un peu plus tard, après le douze.

TROTSKY. — Non, puisque le second Congrès des Soviets était fixé au 25. J'avais dit que nous avions, au fond, fixé le soulèvement armé pour le 25 également, mais alors il paraissait rester encore un assez grand délai jusqu'à cette date.

KOZMINE. — Le 18, il y eut l'interpellation de Martov : *Qu'est-ce que c'est que ce Comité révolutionnaire de guerre ?* — et vous avez répondu par la question : *Qui a donné à Martov le droit de nous interpellier de la sorte ?*

TROTSKY. — C'est juste. Mais je dis que la séance du Comité exécutif où fut décidé en principe d'organiser le Comité eut lieu encore avant la séance décisive du Comité central ; et si vous dites que la séance du C. C. se tint le 10-12, la décision a pu être prise le 7. Ce n'est qu'une indication relative. Quant au Comité de guerre lui-même, si l'on me demandait quelle était sa composition, je ne serais plus capable de l'indiquer, fût-ce sous peine de mort, quoique j'y eusse joué un grand rôle. Mais cette affaire était devenue un bloc de trois partis, et chaque parti, en somme, fournissait ses gens, envoyait des auxiliaires qui remplaçaient ceux qui étaient fatigués, de sorte qu'il est très difficile de nommer les membres officiels. On pourrait l'établir, d'après les journaux. Le camarade Ioffe en a-t-il été membre officiel ?

UNE VOIX. — Il l'a été.

TROTSKY. — Et Ouritsky ? Il y a beaucoup travaillé.

PODVOISKY. — Ounchlitsky s'est surtout développé après la révolution.

TROTSKY. — Lazimir a beaucoup travaillé.

KOZMINE. — Je me rappelle qu'après le 18 octobre il y eut des séances ininterrompues du Conseil, que vous ne cessiez de donner des ordres quant à la répartition. Peut-être pourriez-vous nous parler de ce moment-là, de la façon dont tout cela s'est fait.

TROTSKY. — Quant aux armements, voici comment les choses se passèrent. La première source d'approvisionnement en armes fut l'usine de Siestroriëtsk. Quand vint une délégation des ouvriers qui déclara avoir besoin d'armes, je dis : « Mais l'arsenal n'est pas entre nos mains. » Et eux de répondre : « Nous avons été à l'usine de Siestroriëtsk. » « Eh bien ? » « Ils ont dit : Si le soviet l'ordonne, nous les donnerons. » C'était la première expérience. Je donnais un ordre pour 5.000 fusils et ils les eurent le jour-même. Et tous les journaux bourgeois publièrent cette nouvelle. Je me rappelle très bien que dans le *Novoe Vremia* on en a parlé dans un article, peut-être même dans un article de fond. Et ce fait seul légalise nos ordres pour les armes. Plus tard, tout alla d'une marche accélérée. Après la Révolution, quand nous, le Comité révolutionnaire de guerre, commençâmes à nommer des commissaires dans toutes les institutions militaires, dans tous les corps de troupe de la garnison et dans tous les commissariats où il y avait des armes, nos commissaires transmettaient au parti l'organisation militaire et la disposition des armes passait naturellement en nos mains.

Je me rappelle encore un incident peu important, mais pittoresque. C'était au moment où nous tentâmes de nous organiser militairement dans l'édifice même de Smolny. Le détachement de mitrailleurs, chargé de ces fonctions auprès de Kerensky, se montra peu utile, bien que les mitrailleurs fussent devenus bolcheviks au moment de la Révolution. Grekov était alors commandant de Smolny. Il passait pour socialiste-révolutionnaire syndicaliste et fut souvent emprisonné sous les bolcheviks. A ce moment-là, il nous était très hostile. Après un meeting à la forteresse Pierre-et-Paul, où j'avais acquis la certitude que non seulement nous allions à la victoire, mais encore à une victoire presque sans résistance, Grekov, me conduisant en auto, me dit : « Pour sûr, vous pourriez peut-être faire un coup d'Etat, mais ça ne tiendrait pas longtemps ; on vous étoufferait. » Et il ne voulut pas se lier avec nous. Mais le commandant du détachement s'approcha de moi et me dit : « Nous sommes avec vous. »

Mais quand on eut commencé à vérifier les mitrailleurs, on les trouva toutes hors d'état de servir. Les soldats étaient avachis et également impropres à la lutte. Nous décidâmes d'introduire à Smolny une compagnie de mitrailleurs quelconque, je ne me rappelle plus laquelle. Ce ne fut qu'à l'aube du 24 au 25 que cette compagnie arriva. Les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires, en nombre insignifiant, se trouvaient encore à Smolny. Au lever du jour, aucun de nous ne dormait encore. Le demi-jour du matin, l'atmosphère brumeuse, la tension nerveuse — et tout d'un coup, dans le corridor, ces mitrailleurs : rrrrrrrr.... Les mencheviks se regardaient, pâles, alarmés. Le moindre bruit créait une alerte. Et voici dans les corridors piétinements et fracas. C'est alors que les mencheviks évacuèrent définitivement Smolny.

Le 25 s'ouvrit le 2^e Congrès des Soviets. C'est alors que Dan et Skobelev arrivèrent à Smolny et traversèrent précisément la pièce où je me tenais avec Vladimir Ilitch. Ce dernier était emmitouillé dans un mouchoir, comme s'il avait mal aux dents, portait d'énormes lunettes, une casquette frippée, et avait l'air plutôt bizarre. Mais Dan, dont l'œil est très exercé, pénétrant, quand il nous eut aperçus, regarda de tous côtés, poussa Skobelev du coude, cligna de l'œil, et passa. Vladimir Ilitch me poussa, lui aussi, du coude : « *Ils nous ont reconnus, les gredins !* »

Nous continuâmes le jeu du Comité révolutionnaire de guerre avec l'Etat-Major de la Région militaire. Nous discutâmes la question des rapports à établir avec les commissaires, pour qu'il n'y eut pas de frottements entre la section des soldats et la garnison. Ils soumièrent le projet que leur commissaire fut également commissaire de la Région militaire. La désignation de nos commissaires dans les régiments ne les gênait pas, pourvu qu'ils obéissent à leur commissaire.

POVOISKY. — La séance décisive où Zinoviev et Kamenev protestèrent contre l'insurrection eut lieu le 13.

TROTSKY. — Cette séance se tint dans l'appartement du menchevik Soukhanov. C'était le 14-15. Mais si c'était à cette date, alors, camarades, il restait peu de temps entre le Congrès des Soviets et la séance où se produisit l'apostrophe de Martov. Non, c'était avant. La première fois que les socialistes-révolutionnaires arrivèrent de l'Etat-major de la Région militaire et annoncèrent que l'ordre avait été donné de faire partir trois régiments, c'était au Comité exécutif. Ou peut-être au Comité exécutif de la section des soldats ?

SADOVSKY. — Je crois que c'était au Présidium. Il y avait séance sous la présidence de Zavadie.

TROTSKY. — Je n'ai pas assisté à la séance des militants responsables. J'assistais à la réunion préliminaire avec le camarade Lénine, où vinrent Zinoviev et Kalinine. Quand on posa à Kalinine la question de savoir si les ouvriers étaient prêts au soulèvement, il répondit par l'affirmative, disant qu'il ne fallait pas laisser échapper le moment. En même temps, la conversation avec Vladimir Ilitch tournait plutôt autour du moment où il faudrait commencer l'insurrection. On fixa un délai déterminé jusqu'au commencement de l'insurrection, au moyen d'un complot militaire, en utilisant les événements, y compris le départ de la garnison. Pour Vladimir Ilitch, qui venait de Finlande, les événements qui se déroulaient n'étaient pas suffisamment clairs, de sorte qu'il n'y eut que des délibérations. Cette séance eut lieu après un conseil de militants responsables chez Soukhanov. Etaient présents : Lénine, Zinoviev, Kamenev, Lomov, Iakovleva, Sverdlov, De Moscou, Oppokov ; Noguine, je crois, n'y était pas ; Rykov non plus ; Staline était là ; Chaoumian, me semble-t-il, aussi. Il ne fut dressé aucun procès-verbal. On ne compta que les voix.

Les débats furent principiels et les camarades qui intervinrent contre l'insurrection armée furent plus nombreux qu'on ne s'y attendait. Dans leur argumentation, ils en vinrent à repudier le pouvoir des Soviets. Les objections se réduisaient à ceci : le soulèvement armé peut aboutir, mais après ? Après, nous ne pourrions pas tenir pour des raisons économique-sociales, et ainsi de suite. De sorte qu'on discuta assez à fond. On fit des parallèles avec les journées de juillet, on avança que les masses pourraient ne pas descendre dans la rue, et que nous battrions en retraite. Il y avait encore comme arguments que nous ne viendrions pas à bout du problème de l'alimentation, que nous sombrerions au cours de

la première quinzaine, que Pétersbourg resterait un îlot, que le Comité exécutif des Chemins de fer, les techniciens, les spécialistes, les intellectuels, nous prendraient à la gorge. Les débats furent très passionnés, mais il m'est difficile maintenant de me rappeler tous les arguments. Ce qui, camarades, fut le plus frappant, c'est que lorsqu'on commença à nier la possibilité d'un soulèvement armé, les adversaires, dans le feu de la discussion, en arrivèrent à repousser l'idée du pouvoir des Soviets. Nous leur demandions : « *Quelle est donc votre position ?* » Ils répondaient : « *Faire de l'agitation, de la propagande, discipliner les masses.* » — « *Et après ?* »

Je ne me rappelle plus du rapport des votes, mais je sais qu'il y eut cinq ou six voix contre et quelque chose comme neuf voix pour l'insurrection.

Je ne garantis pas, naturellement, l'exactitude des chiffres. La séance dura toute la nuit. On se sépara à l'aube. Quelques camarades et moi restèrent pour dormir.

Il y avait deux nuances par rapport au soulèvement. D'un côté, les Pétersbourgeois (ceux qui travaillaient dans le soviét de Pétersbourg) faisaient dépendre le sort du soulèvement du conflit issu de l'évacuation de la ville par la garnison. Vladimir Ilitch ne craignait pas le soulèvement et même insistait pour l'exécuter, mais ne le faisait pas dépendre seulement de l'évolution du conflit à Saint-Pétersbourg même. Ce n'était même plus une nuance, mais bien un point de vue ferme. Le nôtre était celui de Pétersbourg, c'est-à-dire que Pétersbourg mènerait l'affaire de telle façon ; mais Lénine parlait du point de vue d'un soulèvement général dans le pays tout entier et n'accordait pas si grande place au soulèvement de la garnison de Pétersbourg.

Le jour du soulèvement fut fixé au 15 octobre. POVOISKY. — Moi, je crois que la séance eut lieu plus tôt, sans quoi il y aurait eu un retard.

TROTSKY. — La réunion des militants responsables eut lieu sans aucun doute après celle du Comité central, quand la question était déjà résolue. C'est alors que Zinoviev et Kalinine furent autorisés à défendre leurs points de vue. Mais la décision du Comité central était prise. De cela, je conclus que la réunion du C. C. eut lieu au début d'octobre, le 3, je crois, car je me rappelle que le soulèvement était prévu pour le 15 au plus tard. Une nuance s'exprima précisément dans la fixation de la date. J'insistai pour qu'on chargeât le Comité révolutionnaire de guerre de préparer le moment du soulèvement pour le jour du Congrès des Soviets. Cela ne suscita pas grandes discussions, mais on décida que le soulèvement aurait lieu soit fin octobre, soit au début de novembre.

KOZMIN. — Cette décision a été prise avant ou après le départ des bolcheviks du pré-Parlement ?

TROTSKY. — C'était après. Quand donc eut lieu le départ ?

POVOISKY. — En septembre.

TROTSKY. — J'ai dit que c'était après que les bolcheviks eurent quitté le pré-Parlement. Mais non, je ne puis le dire au juste. En tout cas, cette décision fut prise après la séance de la fraction où l'on discuta la question : fallait-il ou non entrer dans le pré-Parlement ? J'étais partisan du boycottage. Rykov ne partageait pas mon point de vue. Plus tard seulement, on reçut de Finlande une lettre de Lénine où il se prononçait pour le boycottage. Après cela, la séance du Comité central présenta le caractère d'une tentative en vue de préciser les choses, de mettre les points sur les i. Dans la conduite des cellules du parti, dans les régiments, auprès des commissaires, on sentait beaucoup d'indécision...

Une réponse à Trotsky

On trouvera d'autre part notre commentaire à la déclaration de Léon Trotsky, publiée dans l'Humanité du 1^{er} octobre.

Voici la réponse faite par les camarades mis en cause, le « noyau » de la Révolution prolétarienne, composé de : Monatte, Rosmer, Delagarde, Chambelland, Louzon, Garnery, Godonnèche, Villeval, Airelle, Aufrère, Antonini, Lacoste, Charbit, Marzet, Richerand, — sans compter d'autres membres du Parti qui ne publient pas leur nom afin d'éviter l'exclusion.

Nous regrettons de ne pouvoir reproduire intégralement le document. Du moins en citerons-nous tout l'essentiel.

*
**

Supprimer notre revue et demander à rentrer dans le Parti, — dit la « réponse » :

Ce n'est pas la première fois que de telles demandes nous sont faites. Des communistes de divers pays et aussi des communistes russes ont, à plusieurs reprises, insisté auprès de nous pour que nous fassions appel de notre exclusion du Parti à l'Exécutif.

Le « noyau » refusa, pour la raison essentielle que voici :

Nous n'avons pas fait appel parce que nous sommes persuadés que c'est dans la politique et les méthodes pratiquées par la direction de l'Internationale Communiste elle-même que réside la cause des lourdes fautes commises par ses sections au cours des deux dernières années ; que cette politique et ces méthodes marquent une rupture avec la politique et les méthodes antérieures, remettant en question les principes mêmes sur lesquels l'Internationale Communiste a été fondée et indiquent le début d'un retour vers la social-démocratie.

Suit un rappel historique des conditions où fut dénoncée la soi-disant « droite internationale » et lancé le bateau de la « bolchevisation » : en pleine discussion russe et au lendemain de l'échec d'octobre 1923 en Allemagne :

Il fallait, sans délai, condamner l'opposition qui s'était manifestée au sein du Parti communiste russe, comme contre-révolutionnaire ; rejeter toute la responsabilité de la retraite allemande sur quelques hommes, désignés comme boucs émissaires ; il fallait dénoncer la « droite internationale », pas la vraie, celle qu'on connaissait bien, qu'on avait jusque-là tolérée dans l'I. C. et qui y est encore, mais une « droite » imaginaire, fabriquée pour les circonstances.

C'était l'état de siège dans l'Internationale. Qui refusait de s'incliner, de participer à cette panique, était brisé. Et, non par hasard, les hommes éliminés des directions des divers Partis se trouvèrent être tous des ouvriers de la première heure de l'Internationale Communiste. Ils étaient, certes, les uns et les autres, en désaccord sur plus d'un point. Mais le seul trait qui les réunissait, c'est qu'ils refusaient d'être des instruments de la direction de l'I. C. et voulaient examiner la situation en communistes, ainsi que cela avait lieu dans le passé.

Le 5^e Congrès mondial approuva ce régime d'état de siège. Il confirma, comme vraies bolchévistes, les directions de partis fabriquées au cours de la crise par le chambardement de celles désignées régulièrement par des Congrès.

À propos des « cellules », la « réponse » s'exprime ainsi :

Le 3^e Congrès avait déjà voté une résolution sur ce sujet, résolution au sujet de laquelle Lénine présenta

de fortes critiques au Congrès suivant. Cette résolution est excellente, dit-il, mais je suis sûr que les communistes ne l'ont pas lue, ou, s'ils l'ont lue, qu'ils ne l'ont pas comprise. Pourquoi ? Parce qu'elle est trop russe. On peut la traduire excellemment. Elle reste spécifiquement russe. Et s'adressant aux délégués, il s'écria : « Ne nous imitez pas servilement. Étudiez notre Révolution, dégagez-en les enseignements et incorporez notre expérience dans vos mouvements respectifs. »

Or, ce qu'on a fait au 5^e Congrès et depuis, dans les diverses sections de l'I. C., n'est qu'une copie servile de l'organisation et des pratiques du Parti communiste russe. C'est ainsi qu'on est léniniste. Comme il est difficile de comprendre à fond deux mouvements, le russe et le sien, comme c'est là une rude tâche qui exige des capacités et des connaissances que les léninistes tout neufs ne possèdent guère, on copie, simplement. On prend même le vocabulaire, ce qui conduit à l'emploi d'un jargon qui n'est pas que ridicule, mais constitue une menace permanente pour le mouvement ouvrier.

L'exemple allemand illustre tristement la valeur de la « bolchevisation ». Ruth Fischer et Maslow n'étaient pas des inconnus, on savait leur politique :

Pourquoi donc la direction de l'I. C. a-t-elle contribué à porter Ruth Fischer et Maslow à la tête du Parti communiste allemand ? Parce qu'elle avait besoin d'eux pour abattre Radek et Brandler. L'exécution de ces deux camarades par Ruth Fischer au 5^e Congrès, avec l'approbation et l'encouragement de la délégation française et de la plupart des délégués venus non en communistes mais en serviteurs, fut le clou de l'œuvre essentielle du Congrès — une écœurante danse du scalp.

La même Ruth a sévi dans plusieurs partis communistes, et l'Humanité a fait d'elle cent éloges délirants. Et maintenant...

Aujourd'hui, pressé par une situation alarmante, l'Exécutif de l'I. C. délivre la direction et l'organe central du Parti communiste allemand du groupe Ruth Fischer-Maslow. Mais le mal causé par celui-ci demeure et les successeurs ne trouvent guère que des ruines, un parti épuisé, et ce qu'il en reste, déchiré par des luttes intestines.

Il paraît que les opposants de la R.P. discréditent le Parti français. Affirmation sans valeur :

Pour ce qui est de se discréditer, de saper son autorité et son influence — et celle du communisme en même temps — la direction du Parti français s'en charge. Nul ennemi déclaré ne pourra jamais l'égaliser. Pas d'erreurs qu'elle n'ait commises, pas de principes justes qu'elle n'ait mal appliqués, pas de bonnes tactiques qu'elle n'ait sabotées, pas de mots d'ordre absurdes qu'elle n'ait lancés.

La faute d'aujourd'hui fait oublier celle d'hier. Mais que quelqu'un ait la patience de reprendre cette direction à son début et de dresser un sec relevé de son activité incohérente. On y trouvera de tout : du gauchisme le plus « gauche » et de l'opportunisme le plus plat, un blanquisme rudimentaire et un électoralisme raffiné, même quand il ne reçoit pas la justification peu reluisante du succès ; de tout, sauf du communisme et la compréhension du mouvement ouvrier.

Est-ce qu'en dénonçant quelques-uns de ses méfaits c'est nous qui les créons ou qui les révélons ?

Ils ne sont que trop visibles et la bourgeoisie, comme ses alliés réformistes, ne manquent pas de les enregistrer. Si, par exemple, on annonce une grande démonstration ouvrière et qu'il n'y vienne personne, cela se voit et il n'est pas besoin de souligner l'échec pour que la bourgeoisie en dégage la signification.

Et la « bolchévisation » va de pair avec un renforcement sensible de la social-démocratie. Voilà ce qui est indéniable. Le bluff de la direction du Parti ne peut pas dissimuler les échecs.

Comment une telle direction a-t-elle pu durer ? C'est que, dès le début, sitôt après l'avoir créée, l'Internationale l'a mise sous globe, avec défense d'y toucher. Qu'en outre, elle a très bien compris elle-même les vertus de l'état de siège. Les gêneurs étaient les uns exclus, d'autres tolérés mais paralysés, dénoncés comme contre-révolutionnaires, menacés d'expulsion. Personne n'avait le droit ni la possibilité de parler, sauf elle-même. Il y a longtemps qu'on a constaté que « le premier imbécile venu peut gouverner avec l'état de siège » ; elle a fourni une nouvelle et brillante vérification de cette parole célèbre.

La nécessité où ils étaient de justifier l'état de siège, de contraindre les membres du Parti à accepter un régime intolérable, devait conduire les dirigeants du Parti à d'absurdes imaginations. Un jour ils annonçaient la Révolution ; un autre jour le fascisme. Or les ouvriers français n'ont vu ni révolution ni fascisme. Mais ils ont vu une reprise du brigandage marocain à laquelle le gouvernement a pu jusqu'ici se livrer tout à son aise, sans hâte, accumulant hommes, canons, avions, tanks et munitions, contenant, par la seule application des lois séclérates, la propagande contre la guerre qui révéle sur tout, et une fois de plus, le courage et le dévouement des simples membres du Parti.

Quand au Parti communiste russe, il a son énorme part de responsabilités dans tout cela et de véritables révolutionnaires doivent lui parler franchement : c'est ce que fait le « noyau ».

Nous savons bien que le travail du Parti communiste russe se déroule au milieu d'énormes difficultés, et que c'est une rude et immense tâche de frayer la route à la Révolution. Mais c'est lui-même qui a accru ses propres difficultés le jour où il a demandé aux sections de l'I. C. de se prononcer sur la crise qu'il traversait sans la connaître et où il leur a dicté la réponse qu'elles devaient faire. Etant, comme il est naturel, le Parti dominant de l'I. C., c'est sur lui que retombe la responsabilité de la politique suivie par l'I. C., celle qu'il n'a certainement pas voulue mais qu'on fait, en son nom, dans les sections, la « bolchévisation » et ses suites désastreuses. Après avoir plus fait, par son exemple, que n'importe quel théoricien, pour réconcilier les syndicalistes-révolutionnaires avec la conception du Parti politique, il est en train de les en éloigner à nouveau. On le voyait sous son aspect héroïque, guide sûr et capable de la classe ouvrière. La dernière crise, en mettant à nu les combinaisons, les ficelles, les manœuvres, en projetant une lumière crue sur sa structure intérieure jusqu'alors invisible, l'a montré sous son mauvais côté et les caricatures de partis bolchéviques qu'on s'est mis à fabriquer partout dans l'Internationale n'ont fait qu'aggraver l'inquiétude et le trouble.

La « réponse » évoque la riche tradition révolutionnaire des ouvriers français, dont on ne peut faire fi, et la méfiance envers les partis politiques dont elle s'accompagne. Or, la « bolchévisation » risque de rétablir une situation où les ouvriers d'avant-garde ne voudront plus entendre parler du Parti, donc de compromettre le bénéfice de l'expérience russe.

La situation qui existe présentement en France peut être différente de celle qui s'est révélée brutalement en Allemagne et a provoqué une intervention de l'Exécutif de l'I. C. Elle peut paraître moins catastrophique. Elle n'en est pas moins grave.

Le cas de la France et de l'Allemagne suffit amplement à montrer, par des faits, les résultats de la bolchévisation. Les autres pays fourniraient des constatations analogues et si on examine la situation dans son ensemble, on doit noter un affaiblissement des sections de l'I. C., une décroissance sensible de l'influence et du prestige de l'I. C. auprès de la classe ouvrière d'Europe, tandis que, de l'autre côté, social-démocrates et réformistes consolident et renforcent leurs positions

par une politique habile, mettant à profit toutes nos fautes, et que la bourgeoisie, démoralisée au lendemain de la guerre et quasi-désespérée, retrouve l'initiative, enrayer l'inflation sous sa forme génératrice de troubles et parvient à créer un état de stabilisation relative. Nous ne voulons certes pas dire qu'elle est sauvée. Aussi longtemps que la Révolution russe est là, elle créée, par sa seule existence, une menace pour la bourgeoisie de tous les pays et de nouvelles possibilités révolutionnaires peuvent surgir. Nous nous bornons à tracer le tableau de la situation telle qu'elle est présentement.

Et si nous ne songeons pas non plus à faire peser l'entière responsabilité de ce recul sur la direction de l'I. C., nous avons la conviction qu'elle en a sa part.

La vérité, c'est que l'esprit social-démocrate le plus exécrationnable imprègne de nouveau le Parti.

La « bolchévisation » a été le point de départ d'une rupture avec la politique antérieure de l'I. C. et elle constitue un retour vers la social-démocratie. Elle a substitué au réalisme révolutionnaire un insipide et abondant bavardage révolutionnaire. De verbiage révolutionnaire, la social-démocratie n'en était pas avare.

Les interventions hystériques de Ruth Fischer au Reichstag ne donnent le change à personne.

Coups de gueule au Parlement et sabotage du travail syndical, c'est là aussi une manifestation de pure social-démocratie.

La mentalité social-démocrate fait déjà des ravages, notamment aux Etats-Unis :

Ce nouvel état d'esprit vient de se manifester au Congrès du Parti communiste américain où Foster et ses amis ont été accusés de vouloir « syndicaliser » le Parti. Cette guerre ouverte aux communistes venus du syndicalisme-révolutionnaire, a failli provoquer une scission qui n'a pu être que difficilement évitée.

Et quoi de plus social-démocrate que les fameux « appareils » artificiels entretenus à grands frais sur le dos des Partis ?

La social-démocratie possédait, et possède encore des « appareils » impesants. Ceux des Partis communistes ne le sont pas moins, et, ce qui aggrave leur cas, ils sont absolument hors de proportion avec les forces réelles de ces partis. Le nombre des fonctionnaires croît d'une manière inquiétante et les assemblées, les Congrès, la vie tout entière des partis s'en trouvent complètement faussés.

Pour toutes ces raisons, fortement étayées, le « noyau » n'entend nullement supprimer la R.P.

Au début de ce tournant de la politique de l'I. C. on disait : c'est une folie passagère, un accident ; elle cessera avec la cause qui l'a fait naître. Elle ne peut pas durer. Pourtant, elle a duré, elle dure encore. L'affaire allemande, comme le frein mis aux exclusions, marque seulement un temps d'arrêt. Mais nous ne tenons pas du tout à avoir trop raison et nul ne se réjouirait plus que nous de voir l'Internationale revenir à la politique féconde par laquelle elle s'était caractérisée et qui aida si puissamment la classe ouvrière de tous les pays.

La « réponse » confirme nettement la position prise, il y a dix mois, par Monatte, Rosmer et Delagarde envers le Parti :

Nous avons précisé d'une manière tout à fait claire notre position dans notre deuxième lettre aux membres du Parti communiste. Nous n'avons pas songé un seul instant à créer un nouveau parti ; nous avons, au contraire, instamment demandé à nos amis de rester au Parti communiste. Pour nous, exclus, nous continuerons, hors du Parti, le travail que nous faisons au dedans, celui que nous avons toujours fait.

Parions que les insulteurs professionnels du néo-léninisme, les ralliés de la dernière heure qui souillent la presse officielle du Parti ne trouveront pas un argument à opposer à la démonstration digne et intelligente de nos amis.

Souvenirs et Mémoires révolutionnaires

Notes autobiographiques

II. — LA REVOLUTION DE 1905

(Suite)

Après le mouvement vers l'unité des groupements d'opposition pendant les grandes journées de grève générale d'Octobre, la bourgeoisie qui, un moment, eut sérieusement la frousse, s'était peu à peu ressaisie. Les mots d'ordre de la « journée de huit heures » et de « l'Assemblée Constituante », lancés par la social-démocratie, la forcèrent d'aller craintivement chercher auprès du trône l'appui coutumier. Aux meetings et réunions, il fallait avant tout dénoncer les cadets et polémiser âprement avec eux.

Les Soviets devenaient de plus en plus populaires parmi les masses, mais le Comité du Parti ne savait pas encore s'imposer à eux et entre les deux institutions, il n'existait pas d'identité de vues. Nos camarades gardaient encore trop vivaces les habitudes d'activité illégale, tandis que les Soviets étouffaient dans l'illégalité et cherchaient à entrer sur l'arène de la lutte politique ouverte. Ils s'appuyaient sur les grandes masses populaires et obligeaient celles-ci à agir bien qu'elles se trouvaient encore en dehors du Parti. Sur la question des rapports avec les Soviets, j'avais des désaccords avec le Comité du Parti. J'étais attachée alors au Comité en qualité de propagandiste. Le désaccord avait pour objet la question de l'utilisation des Soviets et de leur subordination aux directives du Parti. J'étais, moi, pour qu'on leur laissât de l'initiative.

Sur l'ordre du Comité du Parti, je dus aller faire de l'agitation en province. A un meeting de Vilna, j'appelai ouvertement « aux armes ». La police survint immédiatement et la salle fut cernée, mais grâce à l'habileté et à la présence d'esprit des camarades, je parvins à échapper. Revenue à Pétersbourg, je ne fus pourtant pas inquiétée et cela caractérise bien la perplexité des autorités à l'époque. Pendant un certain temps, j'accomplissais les fonctions de trésorière du Comité du Parti ; pour augmenter les ressources du Comité, j'imaginai de publier un « Annuaire Ouvrier », quelque chose comme un guide pour ouvriers, contenant une série d'articles sur des questions politiques, sociales, etc...

Cet Annuaire parut en 1906. Ses collaborateurs appartenaient aux différentes fractions du Parti. On trouvait parmi eux le nom du bolchévik de gauche Lounatcharsky, du menchévik Martov, du D^r N.-V. Vassiliev, ami de Plekhanov. Ce dernier devait donner, lui aussi, un article, mais ayant appris que Lounatcharsky collaborait au Recueil, il déclara qu'il n'entrait pas dans ses intentions d'écrire à côté des « chercheurs de Dieu ». (4)

Bien que le Recueil soit « hors-fractions », les auteurs menchéviks y étaient en majorité, du fait qu'en 1906, je me détachai des bolchéviks et que, sur la question de l'attitude envers la Douma, j'avais résolument opté pour « l'utilisation » de celle-ci. Cela me rapprocha des menchéviks. Il m'apparaisait que la participation à la Douma encourageait l'activité, l'initiative des masses, facilitait leur édu-

cation politique et que son boycottage aurait au contraire favorisé leur passivité, aurait empêché le développement de leur initiative. Les désaccords avec les bolchéviks avaient commencé encore auparavant, à propos de l'attitude à l'égard des Soviets. Je ne fus pas portée sur la liste des collaborateurs du premier journal bolchévik légal qui paraissait en Russie en 1905-1906. L'organe de Moscou s'empressa alors de m'attacher à lui.

Cependant, la lutte contre le féminisme bourgeois devenait de plus en plus ardente. A côté de l'innoffensive « société féminine de bienfaisance mutuelle » fonctionnaient « le parti syndical des femmes » dirigé par le D^r Pokrovsky et une active « union pour l'égalité » dont la popularité croissait chaque jour. C'était maintenant une lutte ouverte. Mais la balance penchait encore du côté des égalitaires, — elles avaient pour elles « l'opinion publique », faite non par les ouvriers, mais par les intellectuels. Aux réunions d'ouvrières peu conscientes — femmes de ménage, ouvrières à domicile, etc., — les égalitaires avaient du succès et ce n'était pas une petite peine que de défendre chez elles sa ligne politique sans provoquer de protestations.

Le Parti ne faisait pas encore, à cette époque, de travail uniforme parmi les ouvrières. A part quelques brochures de Sabline (Kroupskaïa), du reste illégales, il n'existait point de publications pour ouvrières. Je me souviens que bientôt après le retour de Vera Zassoulitch en Russie, j'allai la voir pour lui demander conseil sur la façon d'organiser la propagande parmi les ouvrières; par quel bout la commencer? Mais je ne rencontrai chez Vera Zassoulitch aucun appui. Elle trouvait tout cela inutile, sinon nuisible.

L'hiver 1905-1906, outre le travail ordinaire de propagande dont j'étais chargée, il me fallut non seulement batailler partout où c'était possible contre les féministes, en défendant l'idée que pour la social-démocratie il n'existait pas de question féminine spéciale, mais encore faire une série de conférences publiques sur le rôle de la femme dans l'économie, l'histoire des rapports matrimoniaux, etc..., en vulgarisant les idées du socialisme sur l'émancipation complète de la femme. Je continuais en même temps à combattre mes camarades femmes du Parti, lesquelles, après s'être détachées de « l'union pour l'égalité », avaient constitué au printemps 1906 deux « cercles féminins socialistes » où entraient des bolchéviks, des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires. Bien que des ouvrières fussent aussi membres de ces cercles, je me refusai catégoriquement à les fréquenter, estimant que dans la lutte pour l'émancipation de la femme, un bornage de classe très net devait être tracé.

Mais, par contre, je participais aux « sociétés d'instruction ouvrières » qui surgissaient spontanément à Pétersbourg et où les grandes masses ouvrières sans-parti venaient s'inculquer les premiers éléments de l'éducation socialiste. Par suite des discussions relatives au boycottage de la Douma, je pris une part directe, au printemps 1906, à l'activité de la Centrale menchéviste et collaborai à leur organe central.

En automne 1906, je rencontrai Rosa Luxembour en Finlande. Elle me conseilla d'assister au

(4) On appelait ainsi les disciples de Bogdanov et Lounatcharsky, qui s'opposaient à Lénine, non seulement à propos de questions de tactique (boycottage de la Douma, activité syndicale, etc.), mais aussi de problèmes philosophiques (empirio-monisme). Lénine et Plekhanov entreprirent de les réfuter. — N. d. l. R.

Congrès de Mulheim du Parti allemand et à la conférence des femmes social-démocrates. La conférence me donna un point d'appui dans la question du travail parmi les femmes. Les entretiens que j'eus avec Clara Zetkin, les ouvrières Bader, Wingels et autres me confirmèrent dans la justesse de ma tendance à créer auprès du Parti un organe spécial de propagande pour les femmes.

Revenue en Russie, dans une série de conférences et de réunions je défendis mon point de vue sur la propagande spéciale parmi les femmes. Je n'eus de succès qu'auprès des ouvrières mêmes; quant aux camarades, ils restaient plutôt sceptiques et froids. Il y en avait même, parmi les vieilles militantes, qui voyaient dans ma proposition une « déviation nuisible vers le féminisme ».

Je me souviens, comme si c'était hier, de la première tentative malheureuse de convoquer, d'accord avec le Comité du Parti, une réunion d'ouvrières où l'on se proposait d'envisager la création d'un « comité d'ouvrières » auprès du Parti. Le Comité nous promit une salle pour la date fixée. Mais lorsque nous vîmes à la réunion, nous trouvâmes non seulement la porte fermée, mais quelqu'un s'était encore amusé à écrire cette inscription grossière: « La réunion réservée aux femmes est remise; demain, réunion réservée aux hommes. » Un ouvrier qui nous accompagnait (si je ne me trompe, c'était Silnov, de l'usine de Nevsky), indigné d'une telle sortie, nous invita à venir chez lui, dans sa chambre, et c'est là qu'eut lieu la première réunion organisée des ouvrières. Nous n'élimes évidemment pas le comité, car nous étions trop peu nombreuses.

J'allai m'expliquer à ce sujet avec le Comité du Parti. Les camarades ne nous interdisaient pas formellement notre action, mais ne nous secondaient en rien. A vrai dire, cette question n'intéressait personne. Et cependant le danger croissait du côté des féministes bourgeoises. Les femmes socialistes-révolutionnaires marchaient la main dans la main avec les égalitaires. Toutes les organisations féminines bourgeoises possédaient des revues, publiaient des brochures, des appels, convoquaient des réunions, groupaient autour d'elles des ouvrières et des paysannes de la province, adressaient pétitions sur pétitions à la Douma. Il était indispensable d'opposer quelque chose à leur action. Les étudiantes, les intellectuelles laborieuses commençaient à échapper à notre influence. Nous n'avions pas de base solide chez les ouvrières.

Au printemps 1907, j'écrivis un article sur l'organisation des ouvrières pour l'organe menchévik. La question de la création d'un organisme pour la propagande féminine fut ainsi posée. A la même époque, je commençai à militer dans le Syndicat du textile. Nous organisâmes à Pétersbourg une série de meetings pour les ouvrières.

Afin d'attirer le plus de monde possible, nous convoquions ces meetings, comme cela se faisait toujours du reste à cette époque, sous le prétexte de conférences-discussions. Quelqu'un parmi nous, dont le nom n'était pas « sali » aux yeux de la police, faisait une conférence sur un thème inoffensif: « L'hygiène de la maternité ». Le conférencier parlait une vingtaine de minutes, nous le remplaçions ensuite à la tribune et, sous prétexte de débats, faisons de la propagande. Il arrivait quelquefois que la police comprenait brusquement notre manœuvre et dispersait l'assemblée. Mais il arrivait aussi que, dans d'autres cas, la conférence s'achevait sans incidents, le conférencier parvenant à dégager le but du meeting. Nos réunions de la maison Nobel, dans le quartier de Viborg, jouissaient d'une grande popularité. C'était la bolché-

viste Natacha (où est-elle donc maintenant?) que les ouvrières affectionnaient le plus. Les deux fractions du Parti participaient à ces meetings.

A cette époque se firent remarquer plusieurs ouvrières conscientes: Antonovna (morte aujourd'hui), Anna Semenovna (Ossipova), ouvrières du textile; Solovieva, couturière, de même que Maroussia Gourko, et plus tard Klavdia Nikolaevna, typographe; Efremova, employée d'hôpital, femme remarquable et originale. Il se forma spontanément un groupe maintenant les liens entre les ouvrières. Aux meetings des égalitaires, nous envoyions nos orateurs, mais n'admettions pas que les bourgeoises prennent la parole chez nous.

En automne 1907, je pris part à la conférence internationale des femmes socialistes à Stuttgart et au Congrès de l'Internationale. Je fus la seule représentante de la Russie à cette conférence. Il y eut une lutte entre la gauche et la droite de l'Internationale des femmes, reflétant la lutte entre les deux tendances dans l'Internationale elle-même. Le premier désaccord concernait la lutte pour le suffrage universel. Les socialistes autrichiennes, avec Lili Braun, se prononçaient pour une série de compromis. Clara Zetkin exigeait l'intransigeance. Au nom de la Russie, je soutins la gauche contre les opportunistes. La question des formes du travail parmi les femmes provoqua aussi des désaccords. Clara Zetkin était pour la formation d'un secrétariat international. Lili Braun et la droite y voyaient une manifestation de « féminisme », et ici encore, il me fallut scuténir la gauche (5). Après la conférence, je revins en Russie avec un plan mûri de travail parmi les ouvrières, dont j'abordai l'exécution.

D'une façon générale, Stuttgart exerça sur moi une grande influence. La polémique et la lutte des tendances au Congrès où Rosa Luxemburg prenait position contre Bebel lui-même, et où la gauche luttait contre les chefs les plus populaires, affermèrent encore ma conviction que le courant de la social-démocratie allant sans compromissions vers la révolution sociale, était dans le vrai. C'est pourquoi la tactique de mes alliés du Parti — les menchéviks — ne me satisfaisait pas sur bien des points.

Alexandra Kollontaï.

(A suivre.)

Tous ces désaccords ont été décrits dans ma brochure: *Le Congrès International des Femmes*.

Bulletin Communiste

ORGANE DU COMMUNISME INTERNATIONAL

Le numéro : 75 centimes

ABONNEMENTS :	France	Etranger
3 mois.....	10 fr.	15 fr.
6 mois.....	18 fr.	25 fr.
1 an.....	35 fr.	45 fr.

Prière d'adresser :

Tout ce qui concerne la Rédaction à Boris SOUVARINE, 123, rue Montmartre, Paris.

Tout ce qui concerne l'Administration à GUILLOU, 23, rue Montmartre, Paris.

Le Mouvement ouvrier international

FRANCE.

Etat réel du Parti communiste

Après un an et demi de soi-disant « bolchévisation », quel est l'état véritable du Parti, livré aux expériences des néo-léninistes de la dernière heure ?

Il n'est pas facile de donner des chiffres, là où tout est truqué, falsifié, déformé. Les dirigeants du Parti eux-mêmes ne sont plus capables d'en fournir.

Il est vrai que quand ils en donnaient, ils produisaient des faux si évidents que leur silence actuel représente un certain progrès.

On se rappelle peut-être que, vers le milieu de l'an dernier, la bureaucratie du Parti se mit à crier victoire en annonçant des chiffres insolites d'adhésions nouvelles.

En réalité, le Parti ne gagnait nullement de nouveaux adhérents. Mais à la faveur des élections législatives, il s'était passé ce qui a lieu toujours en pareil cas : de vagues sympathisants prenaient une carte du Parti, croyant s'acquitter ainsi d'une sorte d'impôt volontaire, et... on ne les revoyait plus.

Ainsi, on « plaçait des cartes ». Mais placer des cartes et faire des membres du Parti sont choses différentes. La preuve en est le nombre dérisoire de timbres vendus, c'est-à-dire de cotisations payées.

Au temps où l'honnêteté n'était pas considérée comme un préjugé petit-bourgeois dans le Parti, et où les communistes ne se donnaient pas le ridicule de se tromper soi-même, on comptait comme membres du Parti les adhérents ayant pris leur carte et payé huit timbres. Ce temps n'est plus... On appelle maintenant « communistes » les électeurs qui, dans la bousculade d'une fin de réunion électorale, donnent cent sous en échange d'une carte et ne mettent jamais les pieds dans un groupe régulier.

Elle est belle, notre « levée de Lénine »...

En même temps, on exclut ou l'on écœure les militants sérieux qui ne veulent pas se prêter aux sinagrées actuellement honorées comme le dernier mot du gauchisme. On fabrique ainsi un « parti » qui représente enfin, paraît-il, le bolchévisme authentique.

Ce bolchévisme-là n'est qu'un ersatz de bien mauvaise qualité. On peut le juger, d'ailleurs, à ses résultats.

Laissons de côté, pour l'heure, le discrédit politique qui frappe notre parti et l'immense ridicule dont il se couvre quotidiennement. Bornons-nous à parler de son organisation.

Un mois avant la prétendue « Conférence nationale », l'opposition avait revendiqué une fois de plus son droit d'ouvrir la bouche. La direction fit semblant de s'y résigner. Mais dès que projets de « thèses » et articles arrivèrent, elle les mit dans un tiroir...

Ce n'est qu'après les votes dans les différents rayons, sous-rayons, et sous-sous-rayons (si quelqu'un y comprend quelque chose, nous lui offrons des dattes) qu'on se décida à produire quelques textes de l'opposition.

On comprend le peu d'empressement à publier d'élémentaires vérités, quand l'habitude est prise d'étouffer purement et simplement la critique. Mais quoi ! Les plus mauvaises plaisanteries ont une fin.

Quelques dures vérités

Voici d'abord un article de *Gourget*. Celui-ci est un militant actif du syndicat des tourneurs sur bois. Il ne s'en laisse point conter par la direction et, au contraire, lui fait entendre quelques dures vérités. Il rappelle d'abord les affirmations d'une insolence puérile des désorganiseurs du Parti qui s'attribuaient le mérite d'avoir créé, avec les anciennes sections, 2.500 « cellules ». (Pourquoi « cellules » ? Simplement pour traduire un mot russe dont la signification exacte est d'ailleurs « alvéole ».)

2.500 cellules dans le P. C. F. paraît-il ? Mais Sauvage compte-t-il par exemple dans ce chiffre les 138 cellules de la région lyonnaise, dont la moitié est ignorée de la région à tel point que ladite Direction ignore le lieu de réunion de la plupart des cellules ? Cellules qui doivent avoir à coup sûr une existence problématique. Pendant une quinzaine le comité de cette région a publié une note dans l'Humanité demandant aux secrétaires de ces cellules ignorées de se faire connaître.

Non seulement la moitié de ces cellules n'existent pas, mais l'autre moitié existe à peine. Les anciennes fortes cellules, comme Berliet et gare de Perrache « ont fondu comme beurre au soleil », écrit un militant lyonnais averti. Les autres comptent 3, 4, 6 membres présents aux réunions. Le « Comité de Rayon » ignore le nombre exact des cellules, le nom du secrétaire de la moitié des cellules connues, l'adresse du lieu de réunion de la plupart des cellules.

Et cela, à Lyon, centre relativement organisé. On imagine ce qui se passe dans d'autres régions : le Parti est pratiquement inexistant dans le plus grand nombre des départements.

Gourget cite ensuite un exemple parisien :

Sauvage citait l'exemple du Bourget entre autres localités. Malgré sa fusion avec le 18^e rayon, on n'y a placé au début de l'année que 170 cartes. Le nombre exact d'adhérents est inconnu, car les cellules n'ont pas daigné retourner les talons des cartes au centre. L'assemblée générale du 20 septembre fut particulièrement typique : vingt membres présents, les rapports sur l'activité des cellules n'ont pu être établis pour la simple raison que celles-ci ont une activité plus qu'irrégulière.

On voit d'ailleurs que Gourget emploie force euphémismes, dans un sentiment compréhensible. Et voici d'autres faits, d'autres chiffres :

Dans la région parisienne, le 3^e rayon comprenant, entre autres, le faubourg Saint-Antoine, un des centres les plus ouvrier de Paris, envoie à ses cellules une circulaire dans laquelle il dit : « ...Il est pénible de constater que très peu de cellules sont représentées aux réunions du rayon. Cet état de choses doit cesser. Il n'est pas possible que les cellules restent inactives devant les dures batailles que le Parti a à livrer à la bourgeoisie et dans l'accomplissement des tâches qui lui incombent... »

A une assemblée du 4^e rayon qui prétend compter 600 membres, 60 sont représentés. Le 8^e rayon recherche ses cellules.

Le rayon de Boulogne comprenant la cellule de l'usine Renault (18.000 ouvriers) compte un total de 180 membres (déclaration du secrétaire à une assemblée des délégués de rayon le 11 septembre).

Le nouveau 6^e rayon (10^e et 11^e anciens) déclare dans son rapport que 6 cellules fonctionnent bien, 5 à peu près et 26 mal ou pas du tout. 100 adhérents fin juillet 1925. L'effectif de l'usine étant resté le même, elle n'en avait plus que 45 dont la majorité était composée d'iso-

lés, rattachés. Nous pouvons ajouter que cette cellule comprend plusieurs membres du Bureau Politique.

Le sous-rayon du 15^e arrondissement, un des plus industriels de Paris, était convoqué à une assemblée plénière, le 7 septembre dernier : 39 camarades sur 250 étaient présents ; la majorité des cellules n'était pas représentée.

Le rayon de Puteaux convoque ses cellules : 7 sur 32 daignent répondre. Parmi ces 7 cellules, 5 étaient représentées par des membres du comité de rayon. Le secrétaire déclare le 11 septembre : « Le rayon est mort, les cellules ne montrent aucune activité, malgré ses efforts le comité du rayon ne peut secouer leur apathie. »

Le rayon de Puteaux a été parmi les premiers au début de la transformation du Parti sur la base des cellules et l'un des plus importants de la région parisienne. Il comprend des usines comme De Dion, Detage, Coly, etc.

Il serait facile de continuer. Nous nous bornons à citer les exemples les plus suggestifs, les rayons les plus importants.

Oui, il s'agit là des « rayons » les plus importants. Et dans quel état sont les autres ? Ce n'est un secret pour personne. Interrogez des membres du Parti. Voici ce qu'ils disent : « Je n'ai pas mis les pieds à ma cellule depuis six mois. Elle ne se réunit jamais. » Ou bien : « Je ne sais pas ce qu'est devenue ma cellule. On l'a « fusionnée » avec d'autres et j'attends depuis six mois une convocation. » Ou bien : « Aux réunions de ma cellule, nous sommes quatre... On cause vingt minutes, et l'on s'en va. »

Répetons-le : cela se passe à Paris, où la situation est moins mauvaise que partout ailleurs. Gourget le constate justement :

La région parisienne et la région lyonnaise comptent parmi les plus importantes du Parti. Elles ont été citées par la Direction. Le compte rendu de la situation dans d'autres régions serait désastreux. Nos exemples suffisent à démontrer, sans même parler de l'activité politique du Parti, de son influence sur les masses, ouvrières et paysannes, que la politique dite de la « bolchévisation » et du « léninisme » n'a pas profité — tant s'en faut — au Parti.

Et ce que dit Gourget (*Humanité* du 13 octobre), tout ce qui reste de sain et d'honnête dans le Parti le pense comme lui.

Quant à la direction, elle n'est pas capable d'opposer aux observations et constatations de Gourget le moindre chiffre, le moindre document.

L'*Humanité* du 15 octobre publiait un rapport de fonctionnaire sur la région bordelaise. Dans un fatras de renseignements bureaucratiques sans valeur, on trouve l'aveu d'une perte de 500 membres sur 2.700. Mais que signifient ces chiffres ? Qu'en a « placé » 2.200 cartes. Et combien de timbres ? On se garde bien de le dire. En fait, la majorité des soi-disant adhérents sont des membres fictifs.

C'est pourquoi, depuis le Congrès de Lyon (en 1924 (la dernière assemblée régulière du Parti)), la direction s'est gardée de présenter le moindre rapport financier. Depuis deux ans, pas la moindre reddition de comptes. Cela permet de raconter des histoires abracadabrantes à l'Internationale.

D'autres témoignages

Dans leur thèse sur l'organisation (*Humanité* du 18 octobre), Lorient et Hairius analysaient, avec un grand bon sens, l'opération de transformation du Parti en réseau de cellules et l'introduction des méthodes de centralisme bureaucratique dans la nouvelle organisation.

Voici comment l'état présent du Parti s'y trouve décrit :

Le Parti déyéndre rapidement. Les masses dont il

n'exprime plus la pensée ou dont il ne traduit les aspirations que dans une forme outrancière et démagogique, s'écartent de lui de plus en plus. Le recrutement est tari.

Le militant est devenu un rouage sans initiative qui ne connaît que l'opinion d'en haut et dont le rôle se réduit à approuver, à obéir, à cotiser. Sur lui, une bureaucratie de plus en plus compliquée achève d'assurer sa domination sans contrôle. C'est cette bureaucratie inquiète et oppressive, soupçonneuse et zélée qui multiplie les démonstrations extérieures et entretient l'illusion de la force et de l'activité du Parti. C'est elle que l'instinct de la conservation pousse aux décisions les plus irréfléchies, aux mesures les plus brutales, aux affirmations les plus imprévues, les plus décevantes, les plus contradictoires. C'est elle qui ment à l'Internationale, c'est elle qui trouble la conscience communiste en accusant la prétendue « droite » de ses propres fautes, en flattant la soumission, en excitant les colères.

La base même du Parti est gravement atteinte.

Les cellules sont, non seulement sans vie politique, mais sans vie tout court...

...Les prétendus « succès indiscutables », les « progrès appréciables réalisés », « l'augmentation des effectifs », dont il est question au début de la thèse de la Direction et que nulle statistique n'a jamais appuyés, n'existent pas. Ils n'apparaissent là que comme un moyen de corriger l'impression pénible produite par l'exposé cependant très voilé et très incomplet de la situation intérieure du Parti.

Lorient et Hairius, après ces constatations, étudiaient les conditions de développement des cellules, le travail de celles-ci, leur rôle dans la structure générale du Parti, et les moyens de remédier à l'affaiblissement de celui-ci. Nous aurons à traiter cette question séparément et reviendrons sur leur projet.

Mais leur tableau de la vie du Parti devait trouver place ici.

Les « Congrès ouvriers »

Devenus spécialistes de la mise en scène, les bureaucrates néo-léninistes se sont livrés, avec leurs « Congrès ouvriers », à un bluff sans précédent, parvenant à bourrer le crâne des dirigeants de l'Internationale eux-mêmes. On voulait montrer qu'à défaut de membres du Parti, on avait su gagner des masses de sympathisants.

La vérité, hélas, est profondément différente. Voici comment s'expriment, sur ce chapitre, des militants renseignés et compétents, comme Paz, Mahouy et Roy :

Au lieu d'être les assises imposantes des masses travailleuses, ces Congrès n'ont été, pour la Direction du Parti qu'une occasion de mise en scène et de bluff. Le plus souvent les « délégués » ne représentaient qu'eux-mêmes ; mais ils étaient censés représenter tous les travailleurs de l'entreprise. C'est ainsi qu'on arrivait à des chiffres incroyables d'ouvriers « représentés » (plus de 1.200.000 pour la région parisienne !)

La thèse de ces trois camarades (*Humanité* du 17 octobre) ne contient pas que ces vérités-là. Il faudra la citer encore à propos de la tactique du Parti.

Sur les « Congrès ouvriers », voici ce qu'écrivent plusieurs militants lyonnais connus, instruits de l'expérience de leur région :

Nous estimons que le Congrès ouvrier réunissait les délégués de 40.000 ouvriers environ. Nous ne pensons pas être pessimistes.

Tenir compte que des camarades adhérents à plusieurs organisations étaient représentés plusieurs fois. Tenir compte que des camarades travaillant en usine étaient cent fois. Sans doute beaucoup de gens sont contre la guerre du Maroc. Mais beaucoup parmi eux n'étaient pas représentés directement et effectivement.

Vous savez comment le nombre déjà gonflé des mandats (350.000) a été d'un trait de plume porté à 350.000. On a procédé ici comme à Paris pour établir la représentation. On parle devant une usine ; il vient un, dix, cent ouvriers ; on compte comme effectivement représentée toute l'usine.

Voici trois ou quatre exemples. Les deux derniers sont les plus favorables.

Nous ne pouvons donner le nombre des ouvriers ayant assisté à la réunion à la porte de l'usine. Souvent, ces camarades sont pour ou contre, bien que ne disant rien. Dans d'autres cas, la réunion a lieu, et sur tous les ouvriers, quelques-uns seulement s'arrêtent. Comptera-t-on comme présents tous ceux qui ont défilé ? Nous nous basons sur les réunions convoquées en salle close, à la sortie du soir, pour la désignation des délégués.

Ces renseignements sont sûrs. Les réunions en question ont été faites par un camarade sérieux.

Le Buire, usine d'autos. — Présent : Un ouvrier « représentés » : quinze cents.

Electro-Mécanique. — Présent : Un ouvrier, « représentés » : huit cents.

Pour qu'on ne nous accuse pas d'exagération, voici

maintenant les bonnes réunions (certainement parmi les meilleures) :

Paris-Rhône. — Présents : Quatre-vingts ; « représentés » : quinze cents.

Maljournal et Bourron. — Présents : Cent ; « représentés » : mille.

Les camarades du Rhône n'ont pas trop à se plaindre. Nous connaissons des exemples beaucoup plus attristants que ceux de leur région. Nul doute, d'ailleurs, que nos lecteurs n'aient à cœur de nous fournir des données édifiantes.

Voilà pour les effectifs de communistes et de sympathisants. On comprend, après cela, que la « Conférence » du Parti se soit tenue dans le silence consterné des adhérents et ait été précédée de réunions de « rayons » squelettiques. On comprend pourquoi la grève « générale » de 24 heures a été le plus dur échec enregistré par le Parti et la C. G. T. U. depuis la guerre.

On le comprendra encore mieux quand nous aurons terminé l'esquisse du bilan des « bolchévisateurs ».

Le Parti et son travail syndical

Déférant à l'invitation du camarade Hercelet, parue dans deux journaux, nous publions une nouvelle lettre de celui-ci, traitant du travail du Parti dans les syndicats.

On y lira des réflexions correspondant pleinement aux opinions des camarades de l'opposition, du Parti et des syndicats, et reflétant le point de vue des dirigeants de l'I. C. et de l'I. S. R.

Il paraît que c'est un crime de partager aujourd'hui les opinions qu'Hercelet professait ardemment il y a trois mois. Encore faudrait-il donner des raisons, non des insultes.

D'abord, n'insulte pas qui veut. Ensuite, si l'on peut différer dans l'appréciation de certains faits, les faits eux-mêmes restent des faits. Or dans les lettres d'Hercelet, il y a trace de faits, avant tout. Quant aux appréciations, puisque l'auteur lui-même les trouve à présent méprisables, nous aurions mauvaise grâce à leur accorder du poids. Mais c'est aux lecteurs de juger.

Moscou, le 30 décembre 1924.

Mon cher Dudilleux,

Je vous ai promis, à Mangin et à toi, d'écrire de temps en temps et de vous dire ce que je pense et ce que l'on pense ici des questions les plus importantes de notre mouvement. Je m'exécute aujourd'hui en comptant sur la réciprocité de ta part ; d'autant plus que j'ai quelques critiques à faire vis-à-vis de la tactique de la C.G.T.U. et du P.C., ou plutôt du manque de tactique, sur la question de l'unité syndicale.

Lorsque nous avons vu, dans la V. O. du 19 décembre et dans l'Humanité, l'annonce d'un meeting au Pré-Saint-Gervais, pour l'unité nationale et internationale avec, comme orateurs, Purcell et Fimmen, les chefs de la C.G.T.U., de l'U.D.S., du P.C. et des Jeunesses communistes, nous avons tous été d'accord au Profintern (l'I.S.R.), pour dire

que notre campagne pour l'unité était compromise en France.

Qui donc pensait que Fimmen et Purcell viendraient participer à un meeting du Parti Communiste, des Jeunesses et de la C.G.T.U. ? Personne, je crois, n'est assez naïf au Parti ou à la C.G.T.U., pour croire cela. Nous savions à l'avance que le Peuple publierait un démenti officiel, disant que ni Fimmen, ni Purcell, ne viendraient à ce meeting, qui était d'ailleurs aussi contre le fascisme, pour l'amnistie, etc. La convocation de ce meeting EST UN ACTE DE SABOTAGE DU TRAVAIL POUR L'UNITÉ accompli avec la délégation anglaise à Moscou. Penses-tu que nous pourrions, après cela, amener Purcell et Fimmen à Paris ? Ce sera difficile.

De quoi s'agissait-il ? De faire faire à Purcell et, si possible, à Fimmen, un meeting à Paris. Purcell avait accepté difficilement, mais il avait accepté. Tous d'accord au Comité d'Action de l'I.C. et de l'I. S. R., nous avions dit : Ce meeting ne doit pas être convoqué officiellement par la C.G.T.U. Pour que Purcell puisse y assister, il faut faire convoquer ce meeting par une organisation autonome, et si ce n'est pas possible, il faut créer, par exemple, un « Comité des Amis de l'Unité » avec des réformistes, ou encore se servir d'un « Comité mixte » existant, etc. En tout cas, faire que le meeting soit convoqué de façon que même la C.G.T.U. n'apparaisse pas comme organisatrice.

Et voilà qu'on le fait convoquer et par le Parti et par les Jeunesses Communistes. Si encore il n'avait été convoqué que par la C.G.T.U., ce serait le moindre mal, mais pourquoi le P.C., les Jeunesses Communistes, dans un meeting de ce genre, où aurait dû parler Purcell et qui devait attirer, non pas seulement les membres parisiens du P.C. et des syndicats unitaires, mais surtout les syndiqués et les militants réformistes ? Ce meeting, qui aurait dû se tenir dans une salle neutre et qui aurait été un succès, même si Purcell et Fimmen avaient parlé seuls, devait provoquer inévitablement la naissance d'une gauche active dans la C.G.T. réformiste. On aurait pu y inviter Humbert et Jacquemin, de Meurthe-et-Moselle, ils

y seraient venus, à condition que les buts proposés ne soient pas la propagation des mots d'ordre du Parti, mais la lutte pour la reconstitution de l'unité syndicale.

Je ne veux pas dire que le P.C. ne devait pas travailler au succès de ce meeting, mais il y a la façon de le faire.

Ces critiques ne sont pas seulement personnelles ; PERSONNE ICI NE COMPREND LA TACTIQUE DU P. C. ET DE LA C.G.T.U. ; les camarades allemands viennent de venir me demander ce que cela veut dire, sinon LE SABOTAGE DE TOUT LE TRAVAIL QUE NOUS AVONS FAIT A MOSCOU au moment du congrès de la C.G.T. russe. Pourtant, tu sais bien que les camarades allemands, que nous avons accusés il y a quelques mois de saboter en Allemagne les décisions du 3^e Congrès de l'I.S.R. sur la question de l'unité, ne sont pas les admirateurs de l'ancien point de vue du camarade Tomsky.

La question sera portée au Comité d'Action, et je suis bien certain qu'il ne s'y trouvera personne pour défendre la méthode employée par le Parti et la C.G.T.U. J'incline d'ailleurs à penser que cette tactique vous a été imposée par le Parti.

A mon avis, *l'Humanité* ne donne pas assez d'importance à la question de l'unité syndicale. Nous sommes bien loin d'obtenir une page entière pour l'unité une ou deux fois par semaine, comme Losovsky l'avait demandé. Une manifestation comme celle organisée par Porreye dans le Nord fut autant dire traitée comme négligeable par *l'Humanité*. Seule, la V. O. lui a donné la place méritée.

Je suis bien certain de ne pas me tromper en disant que ZINOVIEV NE FERA PAS DE COMPLIMENTS A LA DIRECTION DU PARTI sur sa façon de travailler pour l'unité syndicale.

Qu'est-ce que c'est que cela que les « comités d'unité prolétarienne » ? Est-ce un nouveau mode d'appellation des comités d'usine, ou seulement un nouveau mot d'ordre de front unique ? Pourquoi tout mélanger de telle façon que les masses ne peuvent rien y comprendre ? Pourquoi ne pas faire la campagne pour les comités d'usine et pour l'unité syndicale ? Au moins, tout le monde sait de quoi il s'agit.

Toutes les fantaisies qui passent dans la tête de Treint deviennent des mots d'ordre pour le Parti français et sont trop souvent des coups d'épée dans l'eau. EST-CE QUE TU PENSES, TOI, QUE LA RÉVOLUTION EST POUR LE MOIS PROCHAIN EN FRANCE ? Je ne le crois pas. Mais alors, qu'est-ce que ça veut dire que ce mot d'ordre de « TRIBUNAL RÉVOLUTIONNAIRE », ou CES TITRES PROVOCATEURS QUE L'ON TROUVE DANS *l'Humanité*, comme par exemple, « PRENEZ LA TERRE A COUPS DE FUSIL » ? Certes, nous sommes partisans et du tribunal révolutionnaire et de prendre la terre à coups de fusil, mais il faut choisir son moment pour lancer de pareils mots d'ordre ; les ouvriers qui lisent *l'Humanité* en prenant l'apéritif sur le zinc du bistro ne sont certainement pas convaincus que nous marchons pour la semaine prochaine à la prise du pouvoir. Si l'I.C. laissait continuer UNE PAREILLE DÉMAGOGIE, nous pouvons nous attendre avant peu de temps au mot d'ordre « Constitution des Soviets des Ouvriers, des Paysans et des Soldats » qui, logiquement, aurait dû précéder celui du « tribunal révolutionnaire ». Je crois que l'I.C. a déjà pris des mesures pour arrêter ou pour corriger les campagnes démagogiques de *l'Humanité*.

Par contre, le mot d'ordre du désarmement des ligues réactionnaires et fascistes est très juste, mais encore, il ne faut pas crier à tue-tête au fascisme A TOUT PROPOS ET HORS DE PROPOS. Par exemple, on appelle « un coup de main fasciste » le fait

qu'une imprimerie appartenant aux réformistes refuse d'imprimer *l'Enchaîné*, un journal communiste. Je passe sur beaucoup d'autres exemples. Il faut, bien sûr, faire sans arrêt la campagne contre les cliques d'*Action française* et les « curés fascistes » qui sont derrière le général de Castelnau, sans oublier la transformation de l'aggloméré qu'était le Bloc National en un grand parti dirigé par Millerand, mais je ne suis pas encore convaincu que tout ce qui n'est pas communiste est fasciste.

Par contre, si *l'Humanité* crie à propos de rien, la plupart du temps, quand il faut crier, elle ne dit rien ou pas grand chose ; par exemple, la campagne était maigre à propos de la terreur blanche en Esthonie. Je t'assure qu'en Esthonie, on n'appelle pas « terreur blanche » le fait qu'un gouvernement bourgeois a fait quelques perquisitions et expulsé un certain nombre de camarades étrangers, comme tous les gouvernements l'ont fait dans le passé.

Pas de campagne de *l'Humanité* à propos des assassinats d'Espagne, alors qu'il y avait contre les syndicalistes espagnols un véritable complot où avaient participé des policiers français. C'est la presse du bloc des gauches qui a fait la campagne à la place de *l'Humanité*.

Un rédacteur de la *Pravda* EST VENU M'INTERVIEWER SUR LA TERREUR BLANCHE EN FRANCE... Je lui ai répondu qu'il n'y a pas de terreur blanche en France, puisqu'il n'y a qu'un seul communiste en prison, Sadoul, et que d'ailleurs, on le mettra bientôt en liberté. Il m'a demandé si Millerand pouvait faire un chef fasciste. Je lui ai répondu qu'un homme qui s'est fait démissionner de la Présidence de la République par une campagne de presse ne ressemblait pas à un chef fasciste. Il faut chercher des chefs fascistes ailleurs que dans l'ancien Bloc National. Nous les trouverons du côté du général de Castelnau et de *l'Action Française*. Qu'aurais-tu dit à ma place ?

On murmure ici qu'au prochain Exécutif élargi de l'I.C., la direction actuelle du Parti français se fera quelque peu laver la tête, publiquement ou non.

En tout cas, je suis convaincu que si l'on continue à lancer des mots d'ordre démagogiques destinés à tomber à l'eau peu de temps après, ET EN ATTENDANT A SERVIR LA RÉACTION, cela compromet gravement nos mots d'ordre excellents, car il y en a heureusement d'excellents, et notre influence, — surtout si les militants de la C.G.T.U. se laissent entraîner dans ce courant.

Ce sera très bien, à mon avis, si Monmousseau vient à l'occasion du prochain Exécutif élargi de l'I.C. Tu lui feras lire cette lettre, il trouvera certainement que j'exagère, mais il reconnaîtra avant longtemps que j'avais raison.

Mes amitiés aux camarades.

A toi, bonne poignée de mains.

A. HERCLET.



TRAVAIL EXÉCUTÉ
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

Le Rédacteur-Gérant : BORIS SOUVARINE.

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges Dangon, imprimeur.